

Texte présenté par Caen et Dijon et adopté

**TEXTE D'ORIENTATION**  
**PRESENTE PAR CAEN ET DIJON**  
**ET ADOPTE**  
**LORS DU 56ème CONGRES DE L' U. N. E. F.**  
**(LYON - JUILLET 1967)**

ERRATA AU TEXTE D'ORIENTATION

- page 11 : 3ème paragraphe : lire : "reconnaissance de l'utilité sociale"
- " 14 : Paragraphe 1 : lire : "aspect défavorable"
- " 15 : lire : "accord C.G.T. - C.F.D.T."
- " 16 : Paragraphe 2 : lire : "l'action et le débat"
- " 16 : dernière ligne : lire : "conçu"
- " 17 : 1ère ligne - lire : "la discussion et la conclusion"

- PLAN DU TEXTE D'ORIENTATION -

I- ANALYSE DE L'UNIVERSITE

- A - Analyse Historique
- B - La double intervention de l'Etat
  - . fonction productive
  - . fonction idéologique
- C - Champ d'action autonome universitaire

II- I- INTERVENTION SYNDICALE

- A - Fonction du Syndicat
  - . transformation démocratique de l'Université dans le sens du développement des forces productives
  - . prise de conscience politique des étudiants
- B - Limites
  - . tenant à l'idéologie qui pèse sur le milieu
  - . tenant aux rapports de forces
  - . nécessité d'un relais politique
  - . nécessité de l'intersyndicalisme

III- THEMES ET MOTS D'ORDRE

I - ANALYSE DE L'UNIVERSITÉ

Le rôle de l'Université tel qu'il se dessine aujourd'hui, ne peut être compris qu'en l'opposant à celui de l'Université libérale. Celle-ci appartenait aux superstructures de la formation économique-sociale : elle n'avait que des liens indirects avec le processus productif, tandis qu'elle assumait une fonction primordiale dans la diffusion de l'idéologie bourgeoise.

A - ANALYSE HISTORIQUE -

L'institution universitaire n'était pas essentielle au développement de l'économie libérale. La " libre entreprise " se chargeait en grande partie de la formation professionnelle, alors que le niveau de développement des techniques ne requerrait pas, pour le plus grand nombre des postes de travail, une qualification très élevée. L'Université transmettait un acquis théorique que venaient enrichir des recherches isolées, mais surtout, gardienne d'un patrimoine culturel, elle inculquait aux étudiants les croyances et les " valeurs " de la société, tant par les méthodes que par le contenu de son enseignement. Son rôle était faible dans le processus économique, mais il était primordial dans la diffusion de l'idéologie de la classe dominante, puisqu'elle formait les " capacités ", l'élite de la société, selon les modèles idéologiques de la bourgeoisie libérale. Passer par l'Université, c'était recevoir moins une formation professionnelle approximative que la marque d'insertion dans le projet d'une " carrière ".

Cette définition de l'Université s'est imposée aussi longtemps que la nature de l'économie n'a pas exigé d'elle un autre rôle.

Mais l'évolution technologique, le passage à la concurrence monopolistique, l'intervention puis la planification de l'Etat, ont considérablement modifié les conditions de fonctionnement de l'économie, et, partant, la place de l'Université vis-à-vis de cette économie.

Le progrès scientifique, les innovations majeures ont entraîné une augmentation immédiate du coût de la production, du fait des besoins de recherche, de formation, de matériel technique. Mais ce développement des forces productives n'a en aucune façon modifié les rapports de production : la contradiction fondamentale du capitalisme demeure toujours entre forces productives et rapports de production. Ce qui importe pour les entreprises est d'assumer à leur profit les innovations technologiques afin de pouvoir subir les lois de l'économie du marché sans augmenter le coût de la production. Ce qui entraînera une compression des coûts et dans la mesure du possible, une augmentation de la production afin de maintenir le taux de profit nécessaire. Ce qui implique que le capitalisme doit avoir le contrôle des instruments de recherche et de formation.

C'est en ce sens que la Science fait partie intégrante du processus de production, et qu'elle ne peut se concevoir indépendamment du mode de production au sein duquel elle se développe. Le capitalisme tend à contrôler la Science comme force productive (à distinguer de la Science comme puissance intellectuelle du travail) en tant qu'elle est source de plus-value relative.

Au-delà de cette utilisation des découvertes scientifiques, il est indispensable au capitalisme de pouvoir agir sur la structuration de la société. Cela se manifestera au niveau de la formation des cadres, de la place du technicien dans l'entreprise, du rôle assigné aux Sciences Sociales, et de toutes les modalités d'adaptation : la hiérarchie sociale aux normes tant idéologiques qu'économiques (cf. Propension à consommer) exigées par le développement de la production capitaliste.

A l'heure actuelle, l'Université est incapable de répondre aux besoins exprimés par l'industrie : demande de brevets, de personnel très qualifié (ingénieurs, docteurs en sciences) et moins qualifié (I.U.T.). Elle fournit de la haute culture. Pour résoudre cette inadaptation, l'Etat a entrepris de modifier la structure actuelle de l'Université : jusqu'à présent elle était

incapable de répondre à ses missions essentielles, recherche, formation professionnelle, éducation permanente. C'est à l'Etat donc de répondre à ces problèmes de même qu'il a répondu en organisant l'économie.

D - LA DOUBLE INTERVENTION DE L'ETAT -

- Fonction productive.

Cette intervention de l'Etat se manifestera par la prise en charge de la formation professionnelle et de la recherche. Cette prise en charge sera d'ailleurs contrôlée par l'économie capitaliste. L'Etat abandonne son rôle d'arbitre du régime libéral, et devient l'élément primordial de la production capitaliste : d'une part, il organise le marché et la production en favorisant la création de monopoles ; d'autre part, il assure aux entreprises les moyens de leur production en exerçant une fonction fondamentale dans le développement des forces productives.

Il nous appartient de définir avec précision les besoins de l'industrie capitaliste compte tenu du système d'organisation qui a été mis en place. D'abord, il nous faut définir précisément quels sont les besoins en matière de recherche : le Colloque de CAEN a assez bien défini quelles devaient être les conditions de recherche à l'Université afin que le produit de cette recherche soit repris par les entreprises pour les besoins de la production. Il s'agit de reprendre à son compte l'irruption de la science dans l'Enseignement Supérieur. Aujourd'hui, l'Université est l'endroit où se forme la quasi unanimité des chercheurs. Ainsi la distance entre recherche fondamentale, recherche appliquée et développement technique est extrêmement réduite. Les découvertes les plus abstraites (comme les schémas méthématiques) ont une application industrielle (programme pour ordinateurs).

Ainsi la recherche entre de plein pied dans les forces

de production. Cela implique :

- 1- que les enseignants chercheurs soient des producteurs ;
- 2- que le néo-capitalisme, par le biais du contrôle étatique (et souvent par les entreprises elle-mêmes, cf. Colloque de CAEN), s'approprie quasi exclusivement ce moyen de production ;
- 3- que, par le biais de l'orientation et de la sélection, on a privilégié les équipes de pointe qui pourront dans des conditions satisfaisantes, se consacrer à la recherche dans des voies longues qui seront autant de «chasses gardées”.

Ainsi, on découvre les besoins de l'industrie et sa vision de l'Université. Elle a besoin de découvertes (brevets) et de cadres, pour les appliquer à des niveaux de qualification très différents. C'est donc la formation des cadres moyens que la ségrégation va apparaître le plus. En réalité, il s'agit pour l'industrie d'avoir, à côté de ses chercheurs, un personnel suffisamment qualifié pour mettre en application les découvertes scientifiques. Ce personnel ne jouera aucun rôle au niveau de la recherche fondamentale, mais sera capable de créer techniquement les produits.

Il ne sera pas nécessaire, certes, de donner à ces techniciens une formation très élevée, mais leur qualification se situera dans une très bonne connaissance de leur spécialité. Cela d'ailleurs jouera non seulement dans les sciences physiques mais aussi dans les sciences humaines, au niveau de la formation des maîtres, tout autant que de la formation des sociologues et des psychologues qui seront plus des auxiliaires du patronat que des chercheurs.

Cela ne va pas sans résistance du corps professoral. Cependant on peut prévoir un changement des structures (universités interdisciplinaires, départements de recherches), un changement de méthode (enseignement au rabais dans les petites universités et enseignement de haute qualité dans les grandes universi-

tés) .

Enfin, il est surtout prévu d'aiguiller une grande masse d'étudiants vers la voie courte (licence d'enseignement, I.U.T.). Une petite partie demeurera dans la voie longue. Il n'est prévu aucune possibilité de recyclage, aucune passerelle n'est envisagée entre les différents types d'enseignements.

## 2 - Fonction idéologique.

L'analyse de la fonction de l'Université montre que la remise en cause de l'Université libérale a eu pour corollaire le développement de la fonction productive au détriment de la fonction idéologique. Néanmoins, cette fonction idéologique demeure ; il s'agit de continuer à présenter les modèles culturels de la bourgeoisie. Cela ne se limite pas au contenu de l'enseignement mais se retrouve aussi dans les méthodes de transmission du savoir (individualisme, irresponsabilité, dogmatisme).

Un aspect du rôle idéologique de l'enseignement est lié directement à la finalité de l'Université : on fait apparaître toute acquisition des connaissances comme impliquant une montée dans la hiérarchie sociale. Cela rejoint le rôle du contenu de l'enseignement qui est de préparer les futurs cadres à leur place dans la société.

Ainsi, par ce biais, l'Université garde son caractère de classe. Cela est particulièrement important pour les étudiants orientés dans les voies courtes. Ceux-ci, issus de milieux moins favorisés, doivent s'insérer dans la bourgeoisie, ce qui ne peut reposer que sur un mythe idéologique dans la mesure où ces futurs cadres ne seront pas dirigeants mais exécutants.

On peut appréhender le caractère de cet enseignement court à deux niveaux :

- 1 - le type de pédagogie risque d'être dogmatique (type secondaire) donc éloigné de la recherche ;

2 - la ségrégation absolue empêche un exercice de l'esprit critique.

Un nouveau type d'Université est donc mis en place par le Gouvernement. De plus, la ségrégation sera renforcée par des mesures d'aide aux étudiants qui vont favoriser la mise en place d'un processus d'élimination des moins riches. En fait, pour les dirigeants de l'économie capitaliste, l'origine sociale des étudiants importe moins que le fait d'en voir un certain nombre se diriger vers les voies courtes.

### C - CHAMP D'ACTION AUTONOME UNIVERSITAIRE -

L'enseignement supérieur ne correspond point à une application pure et simple d'un phénomène économique, mais cherche au contraire à s'adapter à travers des procédures qui lui sont propres.

Ainsi on peut dire que l'Université est un champ social reflétant les contradictions de la société, non pas de façon mécaniste mais en ayant un certain décalage entre elle-même et la société globale.

Malgré cela, il n'en demeure pas moins, comme nous l'avons dit, que l'Université est partie de la société de classes, à laquelle elle participe aussi bien par la diffusion de l'idéologie de la bourgeoisie que par les mécanismes d'orientation et de sélection qui lui permettent de répondre aux besoins de l'industrie.

Cela a un certain nombre de conséquences, quant au niveau des luttes à mener. D'une part, une action commune des étudiants, chercheurs, enseignants s'impose pour transformer les méthodes pédagogiques, les statuts de la recherche, etc ... D'autre part, la lutte sur la formation professionnelle et par conséquent

sur l'emploi ne peut passer que par des luttes avec les syndicats ouvriers, concernés par toutes les mesures prises en matière de formation professionnelle.

Ainsi, la masse des étudiants peut passer efficacement pour obtenir une révolution pédagogique. Mais alliés aux chercheurs et aux enseignants, elle peut aussi contester le contrôle de la recherche par le néo-capitalisme et obtenir une initiation méthodologique pour tous.

Avant d'aborder le problème de la stratégie et de la nature du syndicat, il est important de préciser les possibilités d'adhésion du milieu. L'évolution de l'Université a entraîné une modification de l'état d'esprit du milieu.

L'accès à l'enseignement supérieur des classes moins favorisées modifie la perception des devenirs professionnels et sociaux des étudiants. On passe du projet professionnel traditionnel, qui était une entrée dans la bourgeoisie, ou une confirmation d'un statut social privilégié, au mythe de la carrière et de la responsabilité du technocrate. Ce mythe renvoie à l'existence au sein de la société actuelle de groupes dirigeants qui sont attachés à résoudre les problèmes en fonction uniquement des exigences et des contraintes du système néo-capitaliste.

Ainsi se généralise une conception aliénée de la finalité du travail d'où est exclue toutes références aux besoins réels et à long terme du groupe social. Une telle perspective existera non seulement dans les sciences sociales et humaines. Les travaux des psychologues ne serviront pas à améliorer l'urbanisme mais à accroître l'intensité du travail dans l'entreprise .

L'introduction d'une nouvelle mentalité est favorisée par le statut actuel de l'étudiant. Irresponsable et passif, celui-ci perçoit d'autant plus aisément son avenir sur un mode mys-

tifié. Toute l'institution universitaire est un instrument d'intégration individuelle de l'étudiant. La seule issue pour lui, est la réussite universitaire. Cette tentative d'intégration ne se borne pas aux études ; ainsi est utilisé dans une même finalité le campus universitaire qui sera moins une possibilité pour les classes défavorisées d'accéder à l'Université qu'une intégration dans un système, du fait de l'absence totale de liberté et de culture non dirigée. En conclusion, le milieu étudiant qui a une représentation déformée de son devenir social et qui reçoit un enseignement de classes dans des conditions favorisant l'individualisme n'est pas motivé pour critiquer le système d'enseignement qui lui est imposé.

## II - L' INTERVENTION SYNDICALE -

La fonction du syndicat a donné lieu à de multiples débats dans l'U.N.E.F., débats parfaitement imaginaires parce que n'ayant jamais été prolongés d'applications pratiques suivies .

Nous tenons à préciser que si tant est que l'efficacité ait un sens, celle-ci guidera notre conception du syndicat. Nous ne tenterons donc pas de résoudre dans l'imaginaire des contradictions inhérentes à l'existence même d'une organisation syndicale étudiante.

Le syndicat étudiant a pour fonction la transformation démocratique de l'Université dans le sens du développement des forces productives et, la prise de conscience politique des étudiants. Qu'est-ce à dire ?

1 - La lutte pour la démocratisation de l'Université ne se limite pas à une intervention sur l'élargissement social de son recrutement et une amélioration d'abord quantitative de l'état de fait. Les revendications quantitatives et matérielles ne visent qu'à peser sur la contradiction entre développement de besoins sociaux et les lois du profit. En ce sens ces revendications sont justes et peuvent participer d'une stratégie mettant en cause le système. Mais leur insuffisance est manifeste dans la mesure où, d'une part le néo-capitalisme s'efforce d'intégrer les forces productives à son propre fonctionnement, et que d'autre part c'est à un niveau structurel que se joue l'essentiel des transformations de l'Université. Les problèmes posés par la crise de l'Université dépassent toutes revendications se situant en termes d'amélioration démocratique de la situation présente.

De même, si la réduction des handicaps sociaux-cultu-

rels qui pèsent sur les étudiants d'origine populaire (processus de ségrégation et de relégation au niveau de la pédagogie du contenu et du contrôle des connaissances...) doit soutenir d'une partie de nos objectifs, elle ne constitue pas l'essentiel de l'intervention syndicale. D'une part l'essentiel des mécanismes d'orientation et de sélection se situent dans le primaire et le secondaire, d'autre part ce serait réduire le syndicat à la paralysie face à des projets de réforme dont le caractère de classe se mêle étroitement à des exigences économiques.

Nous devons situer les objectifs de la lutte là où se joue la transformation de l'Université : son changement de fonction nécessité par le développement des forces productives.

En ce sens nous devons agir simultanément sur :

- Le développement optimum et le contrôle de la recherche ainsi que les transformations structurelles, - pédagogiques, et de contenu qui peuvent permettre l'accès de tous à la fonction de chercheur.

- L'acquisition d'une véritable formation professionnelle polyvalente, méthodologique et scientifique, seule garantie contre le chômage, seul moyen de recyclage éventuel. Le développement de l'éducation permanente à l'Université en est le corollaire.

- La reconnaissance de l'utilité sociale du travail étudiant, par son financement intégral par l'Etat, sous forme d'une allocation d'études pour tous sur critères universitaires. Cette revendication fondamentale doit être reliée à celles portant sur l'emploi (financement par l'Etat du recyclage des salariés, des secteurs et entreprises condamnées par l'évolution technologique et la concentration monopoliste).

La relative autonomie de l'Université permet le dévelop-

pement des luttes fondées sur cet objectif dans la mesure où nous pouvons obtenir des réformes et des satisfactions importantes qui ne sont pas subordonnées à un changement radical du rapport de forces dans la société et par cela même au préalable politique d'une prise de pouvoir de la gauche. Il ne faut cependant pas se leurrer. Tant que ne sera pas nouée, sur des objectifs précis, une alliance entre le mouvement ouvrier et socialiste partis et syndicats, organisation étudiante, syndicats enseignants et chercheurs, aucune lutte ne pourra prétendre enrayer de façon décisive le processus de technocratisation de l'Université.

2 - Le syndicat étudiant vise à la prise de conscience politique des étudiants. C'est précisément le lieu de la pédagogie syndicale. C'est seulement à travers une pratique militante que les étudiants peuvent prendre conscience des déterminations économiques, idéologiques et politiques qui pèsent sur l'Université et de la nature du préalable politique auquel est soumis une réelle démocratisation. Sans transformation de milieu il n'est pas de stratégie pour le syndicat. En ce sens une intervention syndicale qui se veut non moderniste doit, à travers la pratique syndicale, opérer simultanément la transformation de l'Université et celle du milieu.

Ainsi l'allocation d'Etudes permet simultanément la reconnaissance, l'utilité sociale du travail étudiant et la transformation du milieu dans la mesure où sont amenuisés les rapports de dépendance et d'irresponsabilité qui pèsent sur les étudiants. Mais il est clair que nous devons aussi intervenir sur des secteurs sans liens directs avec la pratique universitaire : jeunesse, loisirs, santé, culturel, social, international... Il est regrettable que ceux-ci aient été abandonnés.

Ainsi la prise de conscience politique des étudiants passe, à travers la solidarité aux mouvements de libération dans le monde (étudiants en particulier), par une compréhension

de la signification des conflits internationaux. Une intervention sur le loisir est un des moyens permettant la prise de conscience des rapports de consommation individualisant que le néo-capitalisme tente d'imposer pour mystifier les travailleurs. Enfin une action coordonnée avec certains mouvements de jeune peut relier certaines revendications des jeunes travailleurs et des étudiants et par cela même donner les moyens d'un rapport de forces plus favorable des mouvements de jeunes avec le pouvoir.

La réanimation de ces divers secteurs prend place dans le projet de reconstruction de l'U.N.E.F. comme organisation étudiante de masse et progressiste. Quelles qu'en soient les implications théoriques quant à une cohérence qui n'a été jusqu'alors qu'imaginaire, il est important d'affirmer que si la pratique universitaire constitue le lieu principal de l'intervention de l'U.N.E.F celle-ci ne saurait en aucun cas s'y confondre.

Cette explication de la fonction du syndicat n'a de valeur qu'en rapport avec l'analyse de ses limites. Celles-ci tiennent principalement à quatre éléments : l'idéologie qui pèse sur les étudiants, le rapport de force avec le pouvoir, la nécessité d'un relais politique, et la liaison entre luttes étudiantes et luttes ouvrières.

1 - Limites tenant à l'idéologie qui pèse sur le milieu.  
Celles-ci ont été abondamment développées dans les débats du syndicat ; nous nous bornerons donc à en rappeler l'essentiel :

- Le milieu étudiant est hétérogène. Il ne constitue pas une classe sociale, n'entretenant pas avec la société des rapports de production. En ce sens il est erroné d'assigner au milieu étudiant une vocation stratégique d'avant-garde. D'autre part il n'est pas possible d'assigner aux objectifs et à la pratique syndicale une totale cohérence. Cependant une homogénéisation du milieu s'effectue par la pratique universitaire des étudiants dans

leur travail.

- Les conditionnements idéologiques.

De par son origine sociale et le conformisme idéologique entretenu au cours des études, de par la prégnance de l'idéologie dominante à l'Université, l'étudiant est soumis à un étroit conditionnement. Ce conditionnement est renforcé par certains aspects socio-culturels de la vie quotidienne : campus, systèmes d'assistance, rapports à la famille...

Ainsi les mots d'ordre du syndicat, étant donné la non insertion directe des étudiants dans la lutte des classes, se trouveront déviés dans un sens corporatiste parce que interprétés en fonction de l'idéologie dominante. Cette analyse permet de situer certaines illusions quant aux possibilités d'une élévation continue du niveau de conscience des étudiants accompagnée d'une signification politique claire des mots d'ordre du syndicat. L'U.N.E.F. a un rôle global d'éveil politique qui se manifestera à différents niveaux de prise de conscience. C'est dans la mesure où, d'une part elle saura développer et orienter des actions de masse, et d'autre part relier celles-ci à d'autres forces que l'obtention d'objectifs partiels pourra animer une dynamique revendicative fondée sur la prise de conscience politique d'une partie des étudiants.

2 - Limites tenant au rapport des forces.

S'il n'y a pas de rapports de forces dans l'abstrait mais sur la base d'objectifs et d'une orientation donnée, il n'en est pas moins vrai que l'état du mouvement, passé un certain stade, constitue un élément d'appréciation dans le rapport de forces que nous pouvons établir avec le pouvoir. Le premier élément défavorable sur lequel il est inutile d'insister est l'endettement du mouvement qui, au niveau national, a dépassé un seuil à partir duquel il n'est plus possible de lancer de

vastes campagnes nationales pour l'année prochaine.

Le second élément est le support militant quantitatif et qualitatif. Disposant de peu de militants, la plupart appartenant à des organisations politiques radicalement divisées, l'U.N.E.F. court le plus grand danger de voir ses revendications perçues d'une manière corporatiste, et que les revendications matérielles ne puissent trouver de prolongement. Cet aspect favorable du rapport de forces est "renforcé" par la perception que peuvent avoir du mouvement les forces démocratiques, pour lesquelles l'U.N.E.F. ne pèse plus d'un poids politique suffisant pour avoir une influence importante sur des accords concernant la réforme de l'Université. La marge d'autonomie de l'U.N.E.F. s'en trouve d'autant réduite. Toute action inter-syndicale sera limitée à des objectifs largement en deçà de l'orientation du syndicat.

L'état du mouvement et la réduction de son autonomie politique vis-à-vis des forces démocratiques assignent un certain nombre de limites au contenu de notre campagne de rentrée. Un rapport de forces favorable n'est pas envisageable dans l'immédiat sur l'aspect fondamental de notre orientation ; la réforme des structures universitaires et le contrôle de celles-ci par les intéressés. Un rapport de forces favorable dépendra d'un redressement à moyen terme de l'U.N.E.F. de sa capacité à provoquer l'adhésion des étudiants, et de les mobiliser sur ses objectifs.

Cependant l'affaiblissement électoral du gaullisme, ses divisions internes et le développement de luttes sociales qui ne peuvent que s'amplifier, étant donné les contradictions socio-économiques accrues et le résultat des pleins pouvoirs, constituent des éléments importants pour l'évaluation de la situation politique du syndicalisme étudiant. Si le rapport des forces à l'intérieur de l'Université est momentanément dégradé, celui-là externe, laisse des possibilités d'aboutissement des revendications, étant donné l'affaiblissement politique du Gaullisme.

### 3 - Nécessité d'un relai politique.

Le Congrès de Grenoble a eu le mérite de poser le problème du relai politique nécessaire au Syndicat afin de lui permettre de situer ses luttes dans la perspective d'une prise de pouvoir dont il ne lui appartient pas, à lui seul, de fixer les modalités. Il est nécessaire d'explicitier le problème en tenant compte de la conjoncture politique.

- La conjoncture politique se caractérise à la fois par l'érosion du Gaullisme et le renforcement de la gauche. Ces deux éléments sont si évidemment liés qu'il ne fait aucun doute que la coalition de la gauche dégagée lors des présidentielles et affirmée lors des législatives se situe face au Gaullisme, expression politique actuelle du néo-capitalisme, en termes de succession politique. Succession politique sera le terme adéquat tant que la définition des objectifs d'un programme commun orienté vers l'établissement de nouveaux rapports de production n'auront pas situé la gauche en position alternative.

Nous pouvons contester le caractère présentement électoraliste et parlementariste de l'unité de la Gauche, la présence d'éléments réactionnaires au sein de la Social-Démocratie... Il n'en demeure pas moins que seul le mouvement unitaire peut donner les moyens d'une prise de pouvoir par les travailleurs dans une situation non-révolutionnaire.

La poursuite de l'accord CGT-CFTC et le développement des luttes sociales même si celles-ci sont fondées en partie sur des bases socio-économiques objectives, participent du mouvement unitaire. Il ne saurait être question pour l'U.N.E.F. de ne pas s'y situer. Cette attitude gauchiste ne peut mener qu'à une prise du pouvoir par la droite du mouvement, les Majos.

Mais notre participation au mouvement unitaire de la gauche ne peut se concevoir qu'en termes de contribution à une

transformation du contenu et des objectifs de la gauche. En ce sens nous participerons à toute initiative visant à élargir l'alliance aux forces syndicales, culturelles, de jeunesse, et aux organisations de masse progressistes. C'est seulement dans un Front commun de diverses organisations principalement politiques et syndicales que peuvent être jetées les bases, non seulement d'un programme bénéficiant d'un soutien réel des masses, mais aussi d'une stratégie non parlementariste à l'intérieur de laquelle partis et syndicats n'entreteniront pas de liens de subordination. C'est le seul moyen de reconnaître positivement les dimensions politiques de l'action syndicale en rejetant une fois pour toutes la théorie stalinienne de la courroie de transmission.

- Il reste une seconde dimension du relai politique ; la nécessité d'une expression directement politique en milieu étudiant. C'est-à-dire l'action de débat entre forces étudiantes socialistes capables d'organiser et de former théoriquement les étudiants, politisés, dans le processus même de la pratique syndicale. En ce sens l'intervention de militants politiques dans le syndicat ne saurait se concevoir comme le plaquage des mots d'ordre de leur organisation mais comme une contribution, dans la pratique, à l'élaboration d'une ligne pour le syndicat s'exprimant en objectifs concrets.

Par ailleurs, il est évident, comme l'expérience l'a prouvé, que certaines formes de la pratique syndicale comme la critique du contenu idéologique de l'enseignement, ne peuvent être mises en place et animées que par des militants disposant d'une formation théorique et scientifique que seules certaines organisations peuvent donner.

#### 4 - Nécessités de l'intersyndicalisme.

Le problème de l'intersyndicalisme a généralement été posé abstraitement dans l'U.N.E.F.. Il était confus comme la

discussion de la conclusion d'accords précis sur les objectifs communs avec les autres forces syndicales, ce qui permettait d'écartier les actions définies en termes de solidarité abstraites avec la classe ouvrière (conception volontariste et ouvriériste s'il en est). Nous faisons nôtre, cette définition de l'intersyndicalisme. Mais il importe davantage de spécifier sur cette base les formes d'intersyndicalisme avec les syndicats ouvriers et les syndicats enseignants.

Contrairement aux dernières années, la conjoncture économique et sociale fournit une base objective à une intervention intersyndicale de la formation professionnelle, dans la mesure où la politique gouvernementale favorise systématiquement les concentrations et les modernisations industrielles et par cela même le chômage régional, le chômage des jeunes et les licenciements. Il est clair qu'est posé prioritairement le problème de l'emploi. Nul ne nie la nécessité de certaines reconversions, encore faut-il qu'elles se fassent dans de bonnes conditions. C'est-à-dire que nous devons défendre la force de travail dévalorisée par la politique du Pouvoir.

En ce sens, des objectifs communs aux syndicats universitaires et ouvriers peuvent être définis non seulement en termes de défense de l'emploi, mais aussi et surtout de formation professionnelle polyvalente et d'éducation permanente. Ces deux objectifs se situent tout au long du processus d'éducation, y compris dans l'enseignement supérieur où la spécialisation opérée par le Plan Fouchet renforce le mécanisme de spécialisation, d'orientation et de sélection du secondaire. La définition de nos objectifs doit se faire au niveau national et régional. Le moyen le plus adéquat est la constitution de Comités Régionaux et Locaux de l'emploi que les A.G.E. devront concourir à organiser, dès la rentrée.

C'est une fois cette étape franchie qu'un débat sur les aspects plus généraux de la Réforme de l'Enseignement et de l'Université pourra être abordé.

Il est cependant évident que cette action sera d'une part lente à aboutir et que d'autre part, certains problèmes spécifiques à l'Université (rapport pédagogique, contenu, structures internes...) ne peuvent donner lieu à une action intersyndicale réelle qu'entre syndicats universitaires. L'orientation du Snesup et du S.N.C.S. (Chercheurs) permet de lancer des actions communes qui devront être débattues dans la perspective d'une campagne intersyndicale de rentrée dont le contenu et l'articulation seront discutés à l'A.G. de Septembre.

III - LES MOYENS D'UNE REVENDICATION -

Après avoir défini les grands objectifs du syndicat, inscrits à plus ou moins long terme dans le cadre stratégique de notre lutte contre l'Université technocratique il convient de préciser les moyens à court terme d'une revendication tenant compte des différents éléments conjoncturels perçus soit comme étant favorables à l'action syndicale soit comme un frein de celle-ci. Ces différents éléments conjoncturels peuvent schématiquement être classés dans l'ordre suivant :

A - Les échéances imposées par le Pouvoir.

B - Les mots d'ordre qu'offre le syndicat à sa base et devant permettre les luttes.

C - Les conditions d'application concrètes, localement à la rencontre des échéances et des mots d'ordre

A - LES ECHEANCES -

Elles ne sont pas pour la rentrée prochaine différentes des problèmes que nous avons rencontrés depuis un an ou deux. Nous excluons les difficultés propres au mouvement que nous reprendrons dans le C - (Conditions d'application). Ces échéances sont de trois ordres mais soutendues par la même perspective que nous supposons comme une constante du régime actuel et que l'actuel Ministre de l'Education Nationale n'a pas encore démentie et qu'il ne remettra certainement pas en cause fondamentalement. Nous entendons par là qu'il est vraisemblable que le Ministère Peyrefite tiendra à effacer certaines décisions du Ministère Fouchet mais ne remettra pas en cause l'économie générale qui a présidé aux décisions de son prédécesseur.

Nous avons relevé trois échéances inéluctables :

1) La poursuite de l'application du Plan Fouchet ou de ce qui lui succédera : c'est-à-dire la mise en place de nouvelles structures universitaires devant remplacer les structures archaïques dans une perspective d'adaptation de l'Université du néo-capitalisme, c'est-à-dire :

- généralisation de la coupure Licence-Maîtrise
- nouvelles modifications du baccalauréat
- sur-spécialisation du 1er cycle
- 1ère réforme des Grandes Ecoles
- réforme du Technique Supérieur et généralisation des I.U.T.

Il s'agit à tous les niveaux de l'instauration de voies courtes et de voies privilégiées.

2) La situation sociale des étudiants dans le cadre des réformes du projet de réforme les concernant directement ou indirectement, à savoir :

- adoption ou rejet du projet Aigrain sur le prix des tickets de repas et des loyers en Cité et sur la transformation des bourses.
- réforme éventuelle de la Sécurité Sociale
- logement étudiant : Prix des logements en ville et conditions générales de vie dans les Cités Universitaires
- implantations universitaires en ville et en Campus.

3) La Session budgétaire et les décisions sur les moyens octroyés à l'Education Nationale pour résoudre les problèmes ci-dessus cités.

#### B - LES MOTS D'ORDRE -

Ils sont la réponse schématique du syndicat aux perspec-

tives gouvernementales et doivent à la fois tenir compte de ces perspectives et de la stratégie syndicale. C'est-à-dire qu'ils sont véhicules des options du syndicat contestant les perspectives gouvernementales.

. Pour une formation professionnelle véritable et pour que cesse la ségrégation sociale à l'Université,

Nous revendiquons :

- (1) - Quatre années de formation théorique après le baccalauréat pour tous les étudiants y compris les futurs enseignants permettant à tous sans distinction prématurée de préparer la maîtrise :
  - 1er Cycle harmonisé par discipline et non spécialisé dans chacune de ses disciplines
  - I.U.T. transformée en 1er Cycle avec débouché logique vers la maîtrise ou les Grandes Ecoles
  - 2ème Cycle de deux années pour tous, menant à la maîtrise ou au diplôme de Grandes Ecoles
  - Grandes Ecoles transformées en 2ème Cycle
  - Possibilité pour tous d'accéder à la recherche quelle que soit la voie choisie.

Ceci équivaut à supprimer les distinctions entre voie courte et voie longue, voie royale et voie normale, c'est-à-dire supprimer la distinction :

- Licence - Maîtrise
- I.U.T. - Faculté
- Grande Ecole - Faculté

(2) - Une véritable formation professionnelle :

- information sur les débouchés

- programmes articulés sur l'évolution des techniques
- transformation des méthodes pédagogiques (contre le dogmatisme de l'enseignement, pour une formation critique, non au bachotage)
- réforme du système de contrôle des connaissances
- T.P. par groupe de 25 maximum
- transformation du cours magistral et articulation avec les T.P. et les T.D.

(3) - Une véritable formation des maîtres, pièce essentielle du système impliquant :

- une formation pédagogique pour tous les futurs - enseignants
- trois années minimum d'I.P.E.S., seule condition permettant à tous les futurs enseignants de faire quatre années d'enseignement supérieur et d'accéder nécessairement à la maîtrise et ultérieurement à la recherche.

. Pour un statut autonome dans les Campus et les Cités Universitaires,

(1) Pour les Campus

- s'opposer à toutes nouvelles implantations de Campus forme nouvelle de ségrégation sociale à l'Université, là où il est encore possible de faire reculer les décisions ou projets
- imposer dans tous les campus créés ou en voie de construction l'infrastructure indispensable à la vie collective : Ensembles culturels, sportifs, sanitaires, de loisir, locaux syndicaux, bibliothèques, salles de travail, commodités commerciales.

moyens de transports gratuits

- défendre le droit à la constitution de section syndicale dans les Campus (Corpos ou AGE) et du droit à l'intervention syndicale

(2) Pour les Cités Universitaires

- refus des règlements policiers et infantilisans
- respect des libertés individuelles (heures d'ouverture, droit de visite, etc...)
- respect des libertés syndicales ; locaux pour l'association de résidents, panneaux d'affichage, information libre
- gestion par l'association des résidents de toutes les activités culturelles (cinéma, théâtre, conférence, etc... activités dirigées)
- gestion par l'association des résidents des crédits culturels pour lui assurer la libre gestion des activités.

. Pour que cesse l'assistance paternaliste,

(1) - Contestation des conclusions du rapport Aigrain

- refus de l'augmentation du ticket de repas et du prix des chambres en Cités Universitaires fondée sur le principe de la rentabilité des restaurants et des Cités et sur la notion d'équilibre budgétaire (critères de gestion capitaliste)
- refus de la fallacieuse notion de vérité des prix où l'Etat se désengage d'une charge (subvention indirecte)
- refus d'une prétendue amélioration du système des bourses qui n'avantage que les bénéficiaires et augmente les différences avec les non-bénéficiaires.

- refus du doublement du ticket de repas qui va accroître les difficultés financières des non-bénéficiaires de bourse et donc provoquer une recherche accrue du travail noir, du travail rémunéré à mi-temps ou à temps plein.

(2) - Pour l'allocation d'Etudes à tous les étudiants sur critères universitaires,

- seule condition permettant à tous un travail à temps plein à l'Université

- seule condition permettant la responsabilité des étudiants dans leur travail, leurs loisirs, leur avenir

- seule solution permettant aux étudiants d'échapper à leur statut de dépendance à l'égard de l'Etat et de leur famille

- seule réponse possible aux problèmes financiers et sociaux de tous les étudiants.

#### C - CONDITIONS D'APPLICATION

Les mots d'ordre s'opposant aux perspectives gouvernementales servent de cadre général à notre intervention ; encore faudra-t-il utiliser les moyens ad hoc.

(1) Le premier dans l'ordre et en importance est un mot d'ordre de mobilisation des étudiants : réimplanter l'U.N.E.F. Cela suppose quelques conditions :

- parler le même langage que les étudiants

- campagne de vente de cartes à la rentrée

- campagne d'information (plaquette sur l'U.N.E.F., journal de rentrée, journaux d'AGE, affiches)

- comités d'accueil dans les Facultés au moment des inscriptions
- session Pré-Universitaire

Que personne ne s'y trompe ce ne sont là que des moyens à utiliser, qui ne deviendront efficaces que s'ils sont articulés sur les mots d'ordre du syndicat.

(2) Les revendications locales :

Les mots d'ordre qui constituent la base des perspectives du mouvement ne doivent pas faire négliger les micro objectifs, revendications locales et sectorielles capables de capitaliser les oppositions aux conditions concrètes de travail universitaire par exemple revendications portant de façon précise sur :

- le nombre de professeurs et leurs qualifications (par certificat, spécialité, faculté ou ville universitaire)
- le nombre d'assistants et chargés de T.P. pour assurer des groupes de T.P. n'excédant pas 25
- les conditions matérielles de travail (locaux, état des travaux dans les facultés en création, aménagement des campus, etc...)
- les crédits accordés à l'Education Nationale et leur répartition nationale et locale.

\*

\* \*

CONCLUSION -

Ces perspectives doivent permettre au Bureau National de l'U.N.E.F. de préparer d'ici la rentrée prochaine les éléments

indispensables d'une campagne de rentrée en octobre et préparer dans le détail les campagnes du premier trimestre portant sur les trois objectifs proposés et la traduction concrète des mots d'ordre.

Mais ces perspectives ne seront valables et comprises par l'ensemble du milieu que si elle s'insèrent dans une pratique syndicale.

Ce n'est que par une pratique réelle que l'U.N.E.F. pourra se relancer et oeuvrer efficacement pour la réalisation d'une Université réellement démocratique.